



POSITIONS DE THÈSE

Chrystel BERNAT

Une guerre sans épithète : les troubles des Cévennes au prisme catholique. Déchirures civiles et violences de religion (vers 1685 - vers 1710)

Thèse présentée à l'École Pratique des Hautes Études, Paris – Sorbonne pour l'obtention du doctorat es lettres et sciences humaines (discipline : *histoire moderne* ; mention : *sciences religieuses et histoire des systèmes de pensée*), soutenue devant un jury composé de Madame et Messieurs les professeurs Hubert Bost (directeur de thèse), Olivier Christin, Arlette Farge, Philippe Joutard et Didier Poton. 3 tomes, 966 p. (cartes, graphiques et tableaux). Mention décernée : « Très honorable avec les félicitations du jury à l'unanimité ».

PRÉSENTATION

En juillet 1702, en réaction à la persécution religieuse, la révolte camisarde inaugura en Bas-Languedoc un temps de troubles civils. L'objet de cette thèse visait à rendre compte d'une insurrection qui mute en un conflit dense et polymorphe, et à analyser, à partir des résonances de cet assaut libertaire protestant dans les milieux catholiques, le basculement et l'entrée d'une société en état de guerre.

L'étude de ces passions religieuses contraires tend à restituer la déclinaison des duels, l'écheveau des factions et les ramifications d'affrontements qui, en un vaste faisceau de tensions et de rapports de force internes, de visées dissemblables et d'engagements discordants, mirent aux prises instances politiques, clergé et populations civiles, catholiques et protestantes. L'approche donne à voir la multiplicité des violences – physiques, idéelles, langagières, frontales et larvées –, mais aussi l'imbrication des antagonismes, la diversité des modalités d'affrontements confessionnels et le foisonnement des manifestations de clivage religieux – les déchirures civiles se déclinant en une infinité d'agressions, de marques oppressives et d'oppositions dissemblables qui ne se limitent pas au combat armé ni à la guerre déclarée.

À partir d'archives inédites, la thèse entreprend un réexamen global des troubles en incluant un troisième grand acteur proprement civil et en valorisant l'étude d'une guerre en son système, affranchie de sa dualité exclusive avec les représentants du pouvoir. De ce défi protestant, sans exemple dans l'histoire post-révocationnaire du royaume, elle interroge l'état du catholicisme méridional arrivé au terme de son insouciance persécutrice.

Objets et champs de l'étude

Le parti pris a été d'entrer dans les remous de la guerre, d'approcher au plus près les modalités d'opposition confessionnelle, de restituer le concert de dualités saisies dans leurs antécédences et leurs rémanences – d'où l'ancrage temporel dans les années 1680 et les échappées ponctuelles dans les années postérieures aux troubles –, tout en tentant de démêler la partition des militances, les logiques partisans et l'entrelacs des antagonismes religieux qui s'expriment en une multitude de violences venues déjouer les définitions classiques de la guerre, traditionnellement arrimées aux luttes armées et sanglantes. Ici, la

déchirure se dit en une pléthore d'affrontements qui ne recourent pas nécessairement aux armes ou à l'engagement frontal, ni même ne procèdent du seul argumentaire religieux. La geste oppositionnelle puise au contraire en divers terreaux de rancœurs, s'alimente de brimades répétées et se déploie en une pluralité de pratiques hostiles que l'étude a recensées jusque dans ses manifestations les plus dévoyées et ses expressions les moins ostentatoires.

Ce travail a donc eu pour but d'approcher ces inflexions et ces désinences de la violence confessionnelle embusquée dans des indices épars et déclinée en autant d'activismes dissemblables, favorisés par la répression des temps, souvent entrepris au bénéfice d'une persécution ordinaire, parfois engagés en contravention totale aux ordres du pouvoir séculier.

De même, la recherche a-t-elle cherché à pénétrer les systèmes de pensée et les systèmes de représentation des populations civiles – catholiques et protestantes – présidant à l'interprétation des troubles et à l'usage réciproque de la violence, là où interfèrent aussi le jeu des référents mémoriels et le poids des haines accumulées.

L'objectif visé imposait de scruter l'ordinaire, de réinterroger la multiplicité des engagements populaires et les modalités d'implication catholique, ouvertes à de nouvelles expressions de rivalités religieuses et à un surcroît de manifestations d'opposition jusqu'alors minorées en regard de la coercition royale et des affrontements civils revendiqués. Empruntant à une épistémologie qui consiste à approcher par la négative ce qui n'est pas toujours immédiatement perceptible, et à articuler ce qui se dérobe ou disparaît dans ce qui surgit, l'étude lit en creux une implication parfois seulement suggérée.

Au-delà des violences limpides, nourries en une exacte clarté et aisées à consigner, l'étude a recouru à des indices discrets menant à l'opposition non déclarée, capable de déjouer les seules marques de violence débridée, afin de rendre compte d'une volonté ou d'une capacité d'action là où l'on ne pouvait initialement les soupçonner et de restituer une constellation d'engagements populaires dissimulés derrière l'arbitrage royal et la violence subversive des acteurs civils les plus factieux.

Enquête et sources de la recherche

Cinq des sept années de recherches ont été consacrées aux dépouillements des archives, sources imprimées et manuscrites, dispersées dans de nombreux dépôts français et étrangers – principalement suisses, britanniques, italiens –, ayant constitué la matrice principale de la réflexion et de l'argumentation, adossées également au traitement d'archives privées¹.

L'enquête a porté sur la matière brute qui bénéficie, dans un équilibre rare, des sources de la plupart des adversaires et protagonistes des deux confessions. Plus encore, des témoignages d'un large échantillon d'acteurs parfois décalés par rapport à la partition confessionnelle ordinaire et au sérail idéologique classique : ceux de huguenots distants de la prise d'armes de leurs coreligionnaires et ceux de catholiques solidaires des victimes protestantes. Aucun type de sources n'a été ainsi exclu du corpus qui embrasse en un large horizon histoires rédigées à chaud, livres de raison, billets, journaux, mémoires, relations, correspondances domestiques et missives officielles, archives des intendances, sources administratives, politiques, législatives et diplomatiques, militaires et judiciaires, fiscales et économiques, cléricales et religieuses, notariales et consulaires, auxquelles s'ajoutent gazettes, lettres et avis du Refuge protestant dont le foisonnement et la richesse ont permis une analyse fouillée, ouverte aux agitations des autres provinces qui tracent les contours d'un séisme religieux d'ample envergure. Séisme entré en nombre de terres catholiques du royaume et dans les enclaves étrangères qui sont autant de scènes lointaines du conflit, jusqu'ici guère abordées comme telles.

À cet égard, parmi la multitude des dépôts visités et la variété des fonds d'archives explorés, une mention particulière doit être faite des dépouillements menés respectivement au sein de l'*Archivio Segreto Vaticano* et de la *Biblioteca Apostolica Vaticana*, deux centres d'études vierges de toute investigation des historiens du sujet qui, jusque-là, n'avaient pas entrepris de consulter leurs fonds. Favorisés et soutenus par trois bourses de recherche de l'École française de Rome, ces programmes d'étude ont dévoilé d'autres cercles de résonance de la guerre, d'autres sphères d'implication, d'autres théâtres d'action catholiques. Des

¹ Vingt-huit dépôts d'archives manuscrites ont été l'objet de programmes de recherches. Au cours de ces enquêtes quatre-vingts fonds, séries et collections, regroupant plusieurs centaines de manuscrits, de recueils et de liasses, ont été dépouillés. Le détail est consultable dans le tome III de la thèse, rubrique *Sources manuscrites*, p. 874-906.

programmes de recherche – nous y reviendrons – qui ont aussi permis de proposer une première synthèse sur l’attitude du Saint-Siège et sur son empreinte spécifique dans les troubles religieux français jusqu’ici totalement méconnues et largement tributaires des assertions historiques les plus hasardeuses héritées du XIX^e siècle.

Ainsi, c’est dans les archives, pas à pas et en un maillage serré, qu’est apparue dans ses incohérences, ses contradictions et sa radicalité, une guerre civile diluée dans une répression criarde. C’est cette guerre que l’analyse, dans le cadre d’une étude globale faisant cas de la part de catholicité du conflit, a cherché à restituer jusque dans ses manifestations connexes, ses expressions marginales, ses intensités inégales, ses modalités informelles et ses déboires au long cours.

Méthode et choix épistémologiques

L’investigation a pratiqué un va-et-vient constant entre les sources primitives, l’épistémologie, les études historiques et les monographies au profit d’une approche en focales variables – *macro-*, *micro-* et *méta-*historiques – capable de restituer l’entrelacs des champs d’action et l’étagement des vellétés d’opposition. Un étagement qui, à l’échelle du hameau, du village, du bourg, du diocèse, de la province, des cercles politiques et diplomatiques, pouvait répondre de la spécificité du sujet, traversé de composantes hétéroclites et constitué d’un enchevêtrement de théâtres d’engagement qui ne se limitent pas à la principale zone insurrectionnelle que constitue le Bas-Languedoc.

Ce parti pris méthodologique avait aussi l’avantage de saisir le conflit tant dans ses grandes tendances que dans ses soubassements et manifestations isolées ou insolites, en relayant convictions individuelles et motivations communautaires, discours ou pensées intimes et anathèmes collectifs, engagements autonomes et mobilisations solidaires.

Du reste, l’étude ne visait pas à élaborer une chronique des affrontements. La volonté fut d’approcher le geste plus que le fait et de restituer un climat plus que de procéder à un relevé exhaustif de la violence que le fourmillement des données interdisait, en tout état de cause, d’espérer circonscrire. Ce qui n’excluait pas d’établir une trame factuelle, dense et représentative des temps et des formes d’antagonismes. D’où le choix délibéré de livrer en annexe la matière événementielle à valeur de pièce justificative servant aux analyses sérielles et statistiques, tout en s’affranchissant d’une histoire positiviste dans le corps du texte, réservé aux mouvements de fond ; à la fois à l’étude des expressions de rivalités et des postures adversatives, et à l’analyse des mécanismes et des articulations de la violence confessionnelle.

De même, ne souhaitant ni limiter temporellement le champ des recherches à la phase intensive des troubles – ce qui revenait à se couper des racines d’amertume religieuse et des incidences à moyen terme –, ni borner géographiquement l’étude au théâtre immédiat des déchirements civils – sauf à risquer l’effet de loupe –, il a été décidé d’explorer les années antérieures à la guerre ouverte et de prendre en considération les initiatives répressives extérieures au champ principal d’opération.

Restitué dans la période révocationnaire et saisi dans ses extensions périphériques, le conflit est appréhendé sur vingt-cinq ans dans le cadre politico-religieux établi par l’édit de Fontainebleau portant révocation de l’édit de Nantes. L’année 1685 ne vaut pas seulement pour la blessure et la perte des droits protestants qu’elle sanctionne et achève de détruire. Elle importe tout autant dans l’approche des rapports de force confessionnels qui animent et alimentent le conflit, là précisément où se scellent, durant une quinzaine d’années préalables, les rancœurs fratricides nouées dans les collaborations catholiques civiles à la politique coercitive imposée aux réformés. De même, malgré la primeur accordée aux neuf années de guerre, ultimes soubresauts et lendemains de troubles importaient dans l’analyse croisée des conséquences immédiates et différées, principalement pour l’analyse des stigmates durables de la lutte et pour l’étude de l’ordonnement postérieur de l’oppression religieuse royale.

Quant à l’extension géographique, consignée de manière empirique en fonction des découvertes archivistiques – particulièrement dans les fonds des archives secrètes du Vatican –, il s’est agi d’intégrer les marges et les périphéries du théâtre impliquées dans les remuements de la guerre des Cévennes. La prise en compte de ces scènes distantes de la coercition catholique – singulièrement des cercles pontificaux et de leurs enclaves avignonaises et comtadines – a permis de poser quelques jalons d’initiatives oppressives lointaines aux retombées souvent directes dans la gestion répressive des troubles protestants. Elle a eu non seulement pour bénéfice d’évaluer les incidences parallèles de la prise d’armes camisarde sur de tierces communautés réformées du royaume – on pense aux vellétés catholiques d’agression et au surcroît

d'encadrement des religionnaires –, mais aussi de cerner l'étau oppressif dressé à l'échelle d'autres provinces comptant de fortes minorités protestantes, notamment en Saintonge, en Guyenne et en Poitou. Cette attention a également permis d'affiner la connaissance des réseaux répressifs levés aux pourtours mêmes du théâtre, ainsi en Rouergue, Vivarais et Velay, en Dauphiné, Forez et Lyonnais.

Ce tracé coercitif, qui est aussi celui des appréhensions catholiques, aura eu un double intérêt. D'une part, en extrayant la révolte camisarde de son écrin principal, il a projeté l'insoumission protestante en une autre dimension qui, d'événement circonscrit, s'est avérée relever d'une affaire commune suscitant à distance peurs, crispations et mobilisations catholiques préventives. D'autre part, ces résonances ont révélé plus que des interférences lointaines. Si elles ont livré informellement les premières interfaces répressives catholiques établies en contrepoint des réseaux d'entraide du Refuge protestant – jusque-là peu approchées –, elles ont débusqué les manifestations de clivages religieux latents en d'autres provinces de France que l'écho, même distant, des troubles cévenols avait suffi à éveiller ou à ranimer parmi les populations catholiques au profit d'un imaginaire collectif toujours vif contre le huguenot.

Cinq autres principes méthodologiques ont présidé à cette recherche. En premier lieu, celui de restituer la complexité des troubles sans chercher à fondre des dissemblances en un système cohérent ni à en forcer l'unité mais, au contraire, d'en laisser affleurer les éléments discordants et hétéroclites. En second lieu, l'exigence de considérer progressions et mutations : ainsi, de ne pas tenir une posture pour définitive, un geste pour unilatéral, une dynamique pour absolue, une signification pour immuable, une motivation pour exclusive, mais de faire cas des nuances, des évolutions, des ruptures d'accord, des revirements et des enchevêtrements d'indices. D'autre part, il fut indispensable de ne pas couper l'étude des mouvements et des élans de celle des effets concrets et des conséquences pratiques, fussent-elles indirectes, différées, parfois seulement projetées – les vellétés de violence étant autant que possible évaluées à l'aune des applications et des incidences, afin de se départir du théorique et de l'hypothétique purs. De même, souhaitant déjouer les pièges d'une étude strictement typologique, il était essentiel de décrypter ressorts, mobiles, argumentaires et représentations jalonnant la violence ou y présidant. À ce titre, l'analyse sémantique et lexicale s'est avérée, avec celle des formes discursives et des structures narratives, un outil de choix. Enfin, l'étude fixa pour objectif de s'interroger – tour à tour mais aussi de manière réflexive – à la fois sur l'individuel et le collectif, le singulier et le partagé, et sur ce que l'événement isolé et l'attitude personnelle supposent parfois de communautaire.

Interrogations, postulat et problématique

Malgré une riche et abondante historiographie relative à l'insurrection camisarde, plusieurs questions restaient en suspens face à un objet jugé, d'un commun accord par les historiens, comme profondément original et proprement inclassable parmi les révoltes d'Ancien Régime. Cette spécificité exigeait d'être interrogée à nouveaux frais. Car ce constat posait en premier lieu la question du modèle insurrectionnel qui ne répond à aucun de ceux qu'ont étudiés ou élaborés les historiens. Or, si ces troubles ne s'apparentent pas à une révolte populaire ordinaire, pas même à une guerre de Religion classique, que sont-ils ?

Par ailleurs, face à la durée insolite des troubles, reconnus de tous, devait-on se satisfaire d'une lecture binaire ne considérant la prise d'armes protestante qu'affrontée aux seuls organes du pouvoir coercitif, autrement dit considérer neuf années de troubles sans nulles interférences civiles ? Et si tant est que l'on ait fait cas d'une partie des ripostes catholiques, n'étaient-elles le fait que d'une minorité d'ultras ? Autrement dit, la majorité des catholiques demeurait-elle prostrée dans l'inaction comme le laissait croire l'attention accordée aux seuls éléments catholiques radicaux qui, s'affranchissant des ordres du pouvoir, participèrent – les armes à la main – aux désordres du temps ? Dès lors, que pouvaient bien recouvrir çà et là les initiatives militaires répressives consécutives à leurs mobilisations subversives, et que déduire d'un pouvoir qui châtie ses propres sujets catholiques entrés par voie d'effraction dans la guerre ?

De même, si face à la tentative de normalisation catholique imposée aux réformés par la monarchie louis-quatorzienne, la révolte protestante initiale s'apparentait clairement à un acte d'émancipation – et demeure par essence une lutte contre la persécution religieuse –, s'était-on suffisamment interrogé sur les moyens et la nature même des violences commises pour atteindre l'objectif assigné ? Car malgré la prise en compte progressive du phénomène de violence, force était de constater que l'interprétation de la révolte peinait à s'affranchir d'une lecture partisane héritée du combat historiographique du XIX^e siècle – lorsqu'il fallait démontrer la légitimité de la résistance protestante contre les accusations violentes des historiens

catholiques brandissant l'insurrection comme l'étendard d'une sédition propre à l'hérésie calviniste. Polémique durable qui fit primer l'idée d'une lutte *pour* sans interroger la guerre *contre* qui s'y jouait, et s'intéressa à l'objectif sans égard aux cibles et aux adversaires combattus. Or, pouvait-il y avoir un combat sans adversaires ? Fallait-il envisager une ferveur camisarde sans vis-à-vis ? Mais alors par rapport à quoi se manifestait-elle, en opposition à quoi se définissait-elle ? De même, à lire la révolte rétrospectivement, depuis son issue fatale, n'oubliait-on pas d'en évaluer les incidences médianes ? La défaite finale signifiait-elle une défaite totale, sans résultat, exempte du moindre acquis ? Ces questions posaient indirectement celle de l'état du catholicisme méridional dont il convenait de réinterroger le pouvoir de nuisance à l'aune de la lutte libertaire des insurgés camisards : en considérant seulement l'organe persécuteur, n'avait-on pas trop rapidement enseveli stigmates des troubles et déboires du catholicisme ?

L'étude est alors partie d'un postulat simple : face à la prise d'armes des premiers jours qui devient insurrection durable, puis guerre à part entière par laquelle s'ouvre une longue période d'agitations et de fureurs croisées qui ne se clôt définitivement qu'en 1710, pouvait-on concevoir une guerre sans ennemis autres que la soldatesque et, *a fortiori*, concevoir la révolte camisarde comme une émotion close en sa propre raison ? Fallait-il, avec la plupart des auteurs qui, depuis près de trois siècles, ont analysé l'insurrection sous tous ses angles – historique, théologique, sociologique, politique, économique, littéraire –, s'arrêter à la dualité que lui a prêté jusqu'à nos jours l'historiographie, en opposant presque invariablement les Camisards aux troupes du roi ? En somme, l'histoire des troubles des Cévennes était-elle définitivement condamnée à une approche en miroir ? Approche qui revenait non seulement à dénier aux mobilisations populaires toute autonomie et à dissoudre – dans le camp catholique – l'aspect subversif d'une partie des initiatives civiles, mais aussi à niveler les clivages intra-confessionnels – manifestes jusque dans le camp protestant –, et à esquiver ce que le conflit, déjà insolite, contient de plus touffu, à savoir ses partitions combatives et sa violence plus strictement confessionnelle.

La richesse des études passées ne rendait ainsi compte que d'un pan du phénomène, saisi tout entier, ou presque, au prisme camisard – autrement dit protestant – tandis que l'ampleur des troubles religieux suggérait d'en étudier les résonances à l'échelle sociétale et catholique, au-delà du seul regard du pouvoir et des autorités locales.

Le mot même de *conflit* dit l'objet des travaux qui visaient à interroger la révolte dans ses interactions et ses interdépendances. Ce à quoi nous invitait le flou dénomiatif de cette prime révolte camisarde que les contemporains désignent tour à tour comme une *insurrection*, une *rébellion*, des *soulèvements*, une *maudite guerre*, des *troubles*, une *révolution*, voire les *révolutions des Sevens*. Il revenait ainsi d'en considérer la confusion, l'effervescence, le bouleversement, point nodal d'une interrogation historique qui chercha à comprendre, malgré la profusion des dénominations et la désignation des protagonistes camisards, l'absence de qualification de ces désordres. Guerre sans épithète – sinon définitive – dont le non-dit, autant que l'indécision des témoins à la considérer comme une révolte populaire, une insoumission religieuse ou une guerre de partis formés, n'était probablement pas sans signification.

De là, la volonté de déterminer, en parallèle du combat avec les tenants de la répression officielle, ce que la prise d'armes camisarde a provoqué dans les milieux catholiques et de pénétrer, au-delà de la violence d'État, la violence civile et les modalités d'expression d'une société en guerre. Telle est l'idée que suggère la métaphore du « prisme catholique » : l'image d'un volume triangulaire prolongeant les intuitions des travaux précédents – maîtrise et Diplôme d'Études Approfondies – sur le « triptyque insurrectionnel » et l'« affrontement trilatéral » qui déjà réintroduisaient le tiers catholique. Image qui renvoie également à la diffraction de la lumière, figure des grilles d'interprétation historique et, par conséquent, à la nécessité du recul historiographique.

Plusieurs interrogations connexes ont jalonné la recherche ouverte aux pratiques de violence à la fois autonomes, statutaires et complices de la persécution et de la répression conjoncturelles. Tout en faisant cas des affrontements indépendants – souvent proprement séditieux – qui interrogeaient les points de basculement populaires dans la guerre, quelle pouvait être la spécificité de l'usage d'une violence civile peu ou prou arrimée à la violence du pouvoir ? Cela interrogeait le cadre spécifique des formes de clivages confessionnels sous le régime révocationnaire. Comment s'expriment-ils ? Où se lisent-ils ? Quel bénéfice les catholiques tirent-ils d'une oppression soutenue et légitimée par le pouvoir politique ? Nécessitent-ils militantisme et étendard ? Se manifestent-ils en une seule geste agressive ? D'ailleurs, le religieux explique-t-il toutes les marques d'affrontement confessionnel ? En outre, qu'indiquent les engagements discordants des acteurs catholiques du catholicisme même ? Traduisent-ils une vigueur ou une défaillance ? Dans

quelles mesures les troubles peuvent-ils apparaître comme une mise à l'épreuve du catholicisme post-révocationnaire ? Enfin que donnent à voir, hors du théâtre, les résonances de la guerre en matière de coexistence religieuse entre catholiques et protestants ?

Considérant la violence comme un langage, il revenait ainsi d'en dégager les subjectivités, les moteurs et les dynamiques croisées. La durée même des troubles interrogeait encore la redéfinition de la crise et l'attitude des pouvoirs – politiques et judiciaires, militaires et cléricaux – confrontés à un déchaînement de violences populaires.

Composition de l'étude, champs d'analyse et principaux résultats

La première articulation de l'étude est consacrée aux *arcanes de la guerre*, singulièrement à la *violence diffuse* (chapitres 1 à 3).

Approche de la violence : redéfinition et nouveaux paradigmes du clivage religieux

Dès avant qu'elle n'éclate ou en parallèle de la violence consommée des factions catholiques les plus extrémistes, se déploie une violence civile lâche et d'intensité inégale mais amplement répandue et foisonnante, dispersée et pourtant prégnante. Cette violence insidieuse, délibérée ou sollicitée, manifeste ou feutrée, autonome ou nichée dans les rouages coercitifs de la répression d'État, appelait à réinvestir le quotidien des troubles et les champs d'action les moins spectaculaires d'où affleurent, loin des violences de renom, traces d'hostilité et indices de clivage.

La prise en considération de cette mobilisation composite portée par une violence graduelle, prête à se déployer ou éclatant dans sa radicalité, fut de conséquence, tant elle imposait de se départir des conceptions les plus convenues pour approcher les variations de l'opposition catholique. Le parti pris fut alors de consigner toute violence saillante qui abonde en actes, gestes, signes, paroles et postures à saisir comme autant de langages d'où peuvent se lire mille formes d'engagements contre le protestant. Ainsi, la violence, saisie dans une acception plus large, regroupe en une vaste amplitude *l'action* liant l'intervention à l'agissement, *l'acte* en ce qu'il manifeste de volonté et d'intentionnalité, *le geste* dans ce qu'il vise à exprimer ou peut évoquer de parti pris, *le signe* comme marque suggestive, symptomatique ou symbolique, *la parole* comme pensée verbalisée significative, enfin *la posture* à même de révéler attitudes et positions ennemies. Saisie dans ces variables, l'implication ainsi élargie à l'intentionnel et au consommé, laisse toute sa place au mouvement contenu et à la violence débridée, à l'impulsif et au raisonné, à l'animé et au désincarné dans ce que la violence peut aussi contenir d'inerte et d'informel.

L'enquête a permis d'exhumer activismes et mobilisations catholiques feutrés qui se jouent à couvert de la répression, le plus souvent absorbés dans les structures officielles et les institutions légales, balançant entre implication de contrainte, velléité autonome d'opposition et bénéfice d'un engagement favorisé par les charges, les titres, les fonctions et les consignes.

Faisant cas de l'attitude des seigneurs, des miliciens, des consuls et des notaires, des juges et des subdélégués, des inspecteurs et des commissaires de quartier, des messagers, des guides et des espions, des donneurs d'avis, des délateurs et des supplétifs de fortune – hommes de main du pouvoir et protagonistes occasionnels –, l'étude révèle l'implication coercitive croisée du gentilhomme et du notable, du paysan et de l'artisan qui, en tant qu'acteurs, mandataires ou solliciteurs, exécutants, assistants et collaborateurs, entrent dans la guerre par une infinité de voies oppressives qui ne se limitent pas à la mobilisation défensive, à la riposte armée ni aux jonctions militaires volontaires. Délation, brimade, passe-droit, usage abusif d'une autorité et interprétation rigoureuse des ordres, contribution spontanée et diligente à la rétorsion, application à nuire, surenchère coercitive et justice expéditive étayent un pan de ces implications catholiques disséminées auxquelles s'ajoutent acharnement procédurier, accusation intentionnelle et incrimination calomnieuse, identification et témoignage à charge, mais aussi malversations et surcharge fiscale, tentative de spoliation et usurpation de biens, acte de malveillance et pillage discrétionnaire.

L'activité pamphlétaire, comme l'acrimonie assortie de suggestions punitives cherchant à insuffler et à orienter la répression forment encore, avec l'exigence répétée de dédommagement et l'attente impatiente de représailles que le pouvoir se doit de satisfaire par un redoublement de sanction tenue pour réparation, un supplément de violences – parfois seulement interposées – venues révéler d'autres facettes du clivage

confessionnel qui se poursuit encore dans les réjouissances exubérantes consécutives aux condamnations des religionnaires par le pouvoir.

À cette animosité et à cette violence tangentielle sans organisation systématique préalable qui doublent le conflit ouvert entre catholiques et protestants, s'ajoute un éventail de fureurs vindicatives et de violences intempestives, manifestes dans les insultes et les invectives, les menaces, les actes d'intimidation et les outrages, plus clairement encore dans les échauffourées, les émeutes, les tentatives de lynchage et les agressions physiques comptant exécutions sommaires et tueries sauvages.

Les manifestations d'hostilité émanent aussi des implications de circonstance favorisées par l'opportunité d'exprimer sa haine. Opportunité que multiplient les désordres du temps, que facilitent les mots d'ordre ponctuels des autorités et les missions circonscrites, que précipitent aussi bien l'espoir d'un retour en grâce que le passage impromptu d'un détachement camisard et la rencontre inopinée de nouveaux convertis désarmés. L'aubaine de la fraude et l'appât occasionnel des larcins, tout comme la faveur des récompenses et la perspective de gratification, le profit conjoncturel des opérations d'expulsion et de déportation des protestants ou bien l'attrait du recel de biens raflés sont quelques-uns de ces creusets d'antagonismes noyés dans le chaos de la guerre, masqués par l'apparat du profit initial.

Ce pan élargi des expressions de rivalité et des champs d'opposition dont témoignent la multiplicité des lignes de clivage, invite non seulement à une réévaluation profonde de l'implication catholique civile – à la fois dans la guerre menée contre les insurgés camisards et dans le redoublement de persécution des religionnaires locaux – mais également à une reconsidération des formes d'investissement – statutaires et autonomes –, autant que des modalités d'affrontement et des modes d'affectation de l'adversaire.

En propulsant sur la scène des adversaires quantité d'ennemis oubliés ou méconnus, l'étude de cet activisme diffus et du décorticage des maillages répressifs a permis de cerner des acteurs que l'absence d'appartenance revendiquée aux groupes radicaux n'avait pas toujours hissés au rang d'opposants. Elle a surtout imposé de rompre avec l'idée d'une minorité activiste et d'une masse distante, prostrée ou attentiste, au profit d'une société en guerre dont rendent compte la palette élargie des figures d'opposants, le vaste champ de la division et la réalité complexe de ces mobilisations hétéroclites dans lesquelles toutes les franges de la société basculent et prennent part, le plus souvent à l'abri de l'écran répressif et d'un contexte de suspicion générale. C'est là une entrée souvent discrète dans la guerre qui a pour caractéristique de manœuvrer dans une persécution acquise, de bénéficier d'une légitimité répressive et d'une violence légale, redoublée par la répression conjointe des consciences et de la prise d'armes camisarde. Graduelle, disparate, peu ou pas coordonnée, elle révèle surtout combien la violence ne nécessite pas forcément une idéologie mais profite d'une oppression légale, combien elle peut ne pas exiger des initiateurs ou des meneurs mais parfois seulement des partisans qui, sans revendiquer un champ propre d'action, usent d'une latitude et bénéficient d'une conjoncture.

Tout un ensemble d'interventions – et, partant, de déchirements –, même éloigné d'un argumentaire, se place ainsi au service d'une dualité religieuse, qui suggère de penser la violence hors du seul champ revendicatif, car la violence ne l'est pas forcément, tout en restant profondément oppositionnelle. Il n'y a pas ainsi un terrain idéologique d'affrontement mais des champs croisés d'opposition religieuse. Il n'y a pas une forme d'activisme déclaré ni une modalité d'affrontement militant mais des volontés dissemblables d'action et des scènes multiples d'antagonismes. De même, l'opposition ne se limite pas au coup directement porté et n'est pas nécessairement manifeste, ni armée ni sanglante, mais procède d'un foisonnement de supports et d'une multiplicité de marques, là où filtre une hostilité, s'exprime une animosité, s'énonce une rivalité, s'écrit une pensée agressive, s'ancre un geste belliqueux, déclinaisons plurielles de l'engagement contre l'adversaire qui revisite aussi la géographie du clivage. Distants du cadre du champ de bataille, l'orée du bois, la vigne, le champ de semailles, le cimetière, la salle d'audience, la cour de justice, la guérite, le marché, le cabaret, l'esplanade et les alentours des potences forment autant de coulisses d'opposition et de petits théâtres de la guerre.

Par ailleurs, en révélant de nouvelles sphères d'intervention, l'opposition diffuse met à jour de tierces dispositions et capacités d'action où l'application et la détermination à nuire ou à détruire ne sont pas d'égale intensité et de commune nuisance. Dans cet entrelacs d'intentions et de résolutions motivées par des espoirs et des visées parfois contradictoires, il n'est pas une violence portée mais des violences infligées, il n'est pas un emploi de la force mais des usages de la contrainte, il n'est pas une fureur mais des brutalités enchevêtrées affectant tour à tour, vies, biens, individus, familles, communautés. Partant, il ne saurait y avoir une atteinte mais des affectations multiples – d'ailleurs souvent différées – et des cibles variables. L'on compte, à ce titre, autant de figures d'opposants catholiques que de figures d'ennemis protestants, car

tous n'attaquent pas le même adversaire huguenot : ici, le révolté, dissident et rebelle à son roi, là, l'hérétique, adversaire de la « vraie religion », iconoclaste, chanteur de psaumes, tueur de papistes, ailleurs, le complice local, le possédant nouveau converti ou le religionnaire insoumis. Ce n'est donc pas toujours la religion abhorrée qui est visée, ni même l'argument religieux qui prime en toute occasion. C'est pourtant toujours le religionnaire que l'on attaque, contre lequel on s'engage ou sur lequel porte la violence.

Ainsi, dès avant l'opposition déclarée et parallèlement aux mobilisations violentes, une guerre d'arrière-garde, rarement frontale, plus souvent distante des combattants camisards et pourtant néfaste et meurtrière, sert la réduction des dissidents, l'affaiblissement et la persécution des religionnaires. C'est ici un autre versant de la guerre, une autre entrée des sujets dans les troubles, là même où débute l'affrontement, en partie absorbé dans les structures coercitives – et parfois ancien –, en partie intempestif – et activé par les troubles –, dont la surenchère de violences creuse le clivage religieux et renforce la partition confessionnelle de la guerre en formant la masse des *ennemis* et des *persécuteurs* que désignent et traquent les Camisards.



Le second mouvement de l'étude, réservé au *catholicisme au combat*, fait état des oppositions les plus notoires, rassemblant les postures civiles et cléricales les plus extrémistes (chapitres 4 à 6). Dans cette approche du *théâtre catholique des troubles* a été inclus l'activisme de l'Église catholique, objet d'anciennes et tenaces passions historiographiques dont il convenait de réinterroger les implications et les modalités d'intervention au cours des troubles. Une enquête a été conduite à l'échelle de l'épiscopat et du bas clergé paroissial languedociens, à laquelle s'ajoute l'étude de l'attitude de Rome et de son enclave avignonnaise, à ce jour éclairée des fonds de correspondances inédits découverts aux Archives du Vatican.

Des troubles protestants à la guerre civile ouverte : reconfiguration d'un conflit. Étude des radicalismes, des expressions et des modalités d'antagonismes confessionnels

Dans ce second volet, il s'est agi de restituer, par la pluralité d'engagements disparates, l'ampleur et la complexité du catholicisme en armes qui, des périphéries à l'épicentre du conflit, des cabinets des sphères du pouvoir aux mesures des fidèles, des hautes terres aux rives méditerranéennes, des hameaux écartés aux cœurs vibrant des villages et des bourgs, donne à voir – plutôt qu'un autre théâtre de la guerre – d'autres scènes d'engagement. Scènes catholiques distinctes et pourtant juxtaposées qui, empruntant à un décor communautaire semblable, se sont trouvées enchevêtrées à celles des combattants réformés. Ceci, par-delà le jeu des frontières naturelles formant souvent l'arête des clivages confessionnels et la géographie des appartenances spirituelles opposées autour desquelles se distinguent et se distribuent les croyances affrontées, se mettent à jour les espaces de luttes et se densifie le maillage de la guerre.

De fait, l'engagement affiché et tenace de ces ultras rompt avec l'activisme disséminé et la violence sourde de la masse catholique, au profit d'une action soutenue, d'une hostilité revendiquée et d'une violence exacerbée plus nettement autonome et collective. Dispersées, ces formations polymorphes relèvent les unes et les autres d'une géographie étroitement liée à la répartition confessionnelle de la province. Opposition de bastions et guerre de frontières religieuses, l'engagement a ici ses racines dans les terres demeurées fidèles au catholicisme.

Ces engagements catholiques armés, recourant régulièrement à un usage direct de la violence, constitués de mobilisations agressives, animés de rancœur et échauffés de vindicte, procèdent cette fois d'une organisation interne avant que d'être indépendamment régulières ou factieuses, légalisées ou subversives. Là aussi la pluralité et la diversité des engagements sont de mise. Groupuscules séditieux nécessitant des pouvoirs des sanctions punitives et un recours ponctuel à la force, et formations militantes aux allures de supplétifs des autorités, multiplient les manifestations extrémistes de ces implications catholiques combattives où s'entrecroisent déchirures civiles, spectre de guerre de Religion et symptômes de guerre paysanne.

De ces opposants, l'on connaît désormais de nombreux traits. Paramètres géographiques, repères temporels, évaluation numérique, jalons socio-économiques, formes d'organisation interne, type d'intervention et d'action, gestion politique de leur engagement ont été l'objet d'un examen approfondi. L'étude, résolument synthétique par rapport aux acquis et aux démonstrations proposées dans les premiers

travaux, s'est affinée. Privilégiant les données complémentaires ou contradictoires – passée activiste, additions factuelles, supplément d'identifications, précision de l'étude sociale, approfondissement des motivations, analyse des obstacles catholiques, prise en compte du traitement judiciaire, aspect générationnel de l'opposition –, et faisant cas de nouveaux champs d'investigation – argumentaires et représentations catholiques, approche des nébuleuses et des figures d'opposition, appréciations de leurs victimes protestantes et de leurs adversaires camisards, relations et encadrement clérical, posture du Saint-Siège –, l'étude a livré un portrait détaillé de ces militants sortis du rang. Le croisement des données a également permis d'exhumer des acteurs jusque-là inconnus, de préciser l'identité des protagonistes les plus notoires et de s'infiltrer plus avant dans les réseaux de notabilité et le maillage des solidarités parfois familiales, souvent communautaires, presque toujours confessionnelles.

L'étude détaillée de ces mouvances n'a pas eu pour seul effet de révéler de fortes dissensions intra-confessionnelles qui, à l'heure d'un assaut protestant, montrent des catholiques désapprouvant, spoliant, violentant ou châtiant d'autres catholiques. L'analyse croisée de ces entités belliqueuses – Florentins de la Cèze, Cadets de l'Uzège, catholiques des Cévennes occidentales et des Terres blanches, Partisans du bas pays – a permis aussi de faire apparaître quelques tendances de fonds.

D'une part, même outrancières, ces manifestations d'animosité populaires en apparence désinvoltes et aveugles ou dévoyées et désordonnées apparaissent – notamment chez les Florentins – comme le versant seulement tumultueux d'un militantisme fort, aligné dans l'optique d'une lutte ajustée, ailleurs et, en d'autres séquences, plus clairement affichée ; l'aspect subversif de l'engagement – autrement dit la forme – ayant peu à voir avec la détermination viscérale à affecter l'adversaire confessionnel. La pluralité des violences – diversité des modes, des intensités et des déploiements – masque presque invariablement une même orientation finale, reposant sur une même dualité religieuse.

D'autre part, la faiblesse des attaques frontales ne signifie pas l'inexistence d'un combat, ni l'absence de nuisance. Pas plus que l'affrontement armé ne constitue la marque absolue d'une lutte qui se manifeste aussi dans la défense d'un territoire et des mouvements d'entrave.

Dans cette guerre déclarée aux huguenots, il ne semble pas qu'il y ait contradiction entre l'agression sauvage des religionnaires et le combat anti-camisard. Ciblée, vindicative, punitive ou arbitraire, la violence catholique se décline en une guerre ouverte contre l'ennemi protestant. En ce sens, la guerre aux nouveaux convertis est bien souvent aussi guerre aux Camisards dont les catholiques affectent la base – les moindres engagements directs contre les adversaires camisards, le plus souvent détournés sur les nouveaux convertis, n'excluant pas l'expression d'une opposition aux protestants ouvertement dissidents dont ils cherchent à contrarier les solidarités. Peu importe d'ailleurs le type de nuisance. De fait, l'ennemi procède moins d'une forme exclusive de rivalité que d'une posture qui, indépendamment du type d'affrontement, cherche d'abord à nuire délibérément et constitue un danger pour le camp adverse.

En regard des catholiques les moins enclins au combat – à l'instar des Cadets blancs – force est de constater que le banditisme le plus criard n'est pas lui non plus sans recouvrir la manifestation d'un antagonisme confessionnel marqué dont témoigne à satiété la cible occurrente des acteurs. Le désordre recèle aussi le combat, fût-il altéré ou corrompu, biaisé ou déréglé, de l'avis des puissances. L'étude montre que le désintérêt sensible pour la lutte n'est pas sans déploiement de haine, que le factieux ne signifie pas – en regard du choix sélectif des victimes – le non militant, et que la violence même la plus triviale n'est pas ici sans être profondément partisane. Une guerre confessionnelle se joue ainsi à couvert de l'insoumission camisarde dans ces mouvements croisés de contre-révolte et de fureurs catholiques populaires venus s'introduire sinon s'interposer dans le face-à-face entre Camisards et autorités répressives, et brouiller la distribution combative initiale. La guerre ne se limite donc pas à la violence de la réplique des autorités mais procède de cette conjonction d'offensives civiles autonomes redoublant préjudices et tensions.

Une guerre religieuse que vient encore renforcer l'analyse approfondie, et de l'attitude hautement belliciste du clergé bas-languedocien – artisan d'une violence précoce infligée aux âmes et aux corps, en paroles et en actes, engagée dans l'optique d'une éradication des impies et animée de rêves de croisade –, et de l'interposition collaborationniste de l'enclave pontificale d'Avignon dont l'enquête inaugurale dans les archives de la légation a révélé l'implication coercitive, renforcée par la crainte permanente d'un assaut hérétique dans les terres de la papauté.

À ce titre, la recherche menée dans les archives italiennes fait apparaître la distorsion entre une neutralité apparente de la curie romaine et une attention soutenue vis-à-vis des événements français, et montre que l'action principale de Rome n'était pas là où on l'attendrait sur l'échiquier de la guerre. Après trois siècles de débats et de tergiversations historiographiques, la découverte conjointe d'une pièce centrale

et de plusieurs dizaines de liasses de correspondances totalement inédites a permis de lever le voile sur l'existence présumée d'une bulle papale appelant à la croisade, et de trancher sur les affirmations de l'octroi d'indulgences en faveur des fidèles catholiques et d'autorisation du port d'armes pour les clercs. Le dépouillement de plus de quatre-vingt-dix registres et près de quarante-huit mille folios a ainsi fourni quantité d'éléments de réponse à ces questions initiales tout en révélant une forte disjonction entre la nature des autorisations et l'interprétation des recommandations pontificales, en l'occurrence entre le recours officiel à l'autorité romaine et la liberté d'application du clergé français. En clarifiant la position de Clément XI dans la guerre, ces découvertes invitent à une réévaluation du poids du gallicanisme, des prérogatives effectives du pontife et de ses réelles marges de manœuvre hors de la curie romaine. Elles appellent aussi un réexamen global de son rôle dans les troubles. Rôle qu'il a convenu de rétablir à sa juste mesure, compte tenu des priorités du Saint-Siège qu'étaient alors la guerre de Succession d'Espagne et la lutte contre le jansénisme. Cependant, ces centaines de lettres ont fait sortir de l'ombre une enclave pontificale active et des acteurs jusque-là discrets, en montrant, par delà le rôle déterminant des intermédiaires, toute l'ambivalence d'une apparente extériorité du pape dont la prudente prise de distance s'accordait mal avec la connaissance intime des faits et un interventionnisme fort aux périphéries immédiates du théâtre. Cette implication a donc conduit à revaloriser l'intervention de Rome, mais en d'autres sphères et champs d'action que ceux jusque-là prêtés à la curie. Ce qu'a démontré l'étude détaillée des complicités répressives et des connivences oppressives – soutien logistique et financier aux troupes du roi, patrouilles, surveillance, espionnage, signalements et arrestations de religionnaires livrés à l'intendance de Montpellier – de son enclave avignonnaise. C'est là plus qu'ailleurs, semble-t-il, que réside l'intervention essentielle de la papauté. En témoignant de très nombreuses mesures préventives et d'une forte organisation sécuritaire, de fréquents échanges et d'amples contributions coercitives auprès des autorités du Languedoc, la correspondance a fourni la première preuve d'une forme d'interventionnisme romain direct jusqu'alors incertain et pas même pressenti en ces lieux par les historiens du sujet. Éclairant les rouages extérieurs de la guerre, la découverte de cette correspondance active avec la secrétairerie d'État du Saint-Siège a apporté ainsi de multiples nuances à l'attitude des prélats romains envers les troubles français dont le rôle diffère sensiblement selon la géographie du conflit : distant et contenu envers les ravages religieux du royaume, direct et offensif lorsque se précisent les alertes au sein de ses domaines d'Avignon. Pourtant, la *rivoluzione* camisarde finit par imposer l'état d'urgence. Tout en organisant son propre bastion, Rome en appela directement à la force militaire de Louis XIV. Confronté au manque indéniable de moyens de défense, la curie vint alors à passer un contrat diplomatique tacite. Sa volonté de se mettre à couvert des menaces des huguenots et de ne pas subir, à son tour, les préjudices infligés à la religion catholique par les Camisards, poussa la curie à franchir le pas politique. Si assurément la papauté – même distante – ne pouvait que cautionner le principe de la lutte contre l'hérésie calviniste, l'absence jusque-là de parti pris explicite ajouta au compromis manifeste du pape exprimé par le biais de son secrétaire d'État. La crainte d'une agression camisarde et la sollicitation d'un secours armé des forces du roi conduisirent en effet Clément XI à soutenir clairement la persécution royale des protestants du royaume, ajoutant ainsi à la tonalité fortement religieuse et confessionnelle du conflit.

Face aux violences proprement catholiques, l'attention accordée aux clivages passés et aux manifestations d'antagonismes anciens impose de ne pas ancrer leurs mobiles d'action dans une dynamique exclusivement réactive. Ce second mouvement de l'étude montre que l'ensemble des mobilisations civiles ne relève pas de la riposte, ni d'un ressort défensif ou exclusivement vindicatif. L'offensive y est prépondérante, l'agression délibérée fréquente et l'occasion de manifester son altérité prégnante. La multiplicité des formes d'implication signale l'opportunité saisie de marquer, en différentes modalités, sa rivalité confessionnelle.

Les velléités libertaires des protestants mettent ainsi en branle toutes les franges de la population ancienne catholique, provoquent ou introduisent – mais souvent renforcent ou réactivent seulement – les alliances répressives avec le pouvoir, mobilisent des fronts de refus et favorisent des regroupements, découvrent des aires activistes et dévoilent des dispositions hargneuses, révèlent et animent des haines enfouies, des amertumes confessionnelles tenaces et génèrent de nouvelles rancœurs. Dès lors, devait-on tenir pour définitif que l'histoire des troubles du Languedoc soit exclusivement celle de la révolte camisarde ? Ne faut-il pas au contraire considérer que la prise d'armes initiale des insurgés protestants introduit un plus large conflit ?

L'aspect polymorphe des engagements catholiques militants – qui tantôt épousent la collaboration avec les instances persécutrices, tantôt optent pour la contre-révolte armée autonome, la violence débridée

ou l'auxiliarat répressif –, la diversité des espaces mobilisés et l'ampleur de l'empreinte spatiale des oppositions dans les villes et les campagnes, en zones montagnardes, en piémont et dans le plat pays, mais aussi la multitude et l'étendue des violences, la foule des acteurs et la diversité des profils dont les vellétés d'action transcendent statut et profession, de même que la variété des cadres d'implication – individuel, familial, corporatiste, confessionnel ou communautaire – donnent aux troubles une dimension plus vaste de guerre dans laquelle s'immiscent ou s'imposent une pléthore d'acteurs entrés par quantité de voies officielles ou officieuses.

Quels qu'en soient les mobiles – hostilité confessionnelle, rancœur sociale, insatisfaction de la répression militaire, insécurité et volonté d'autodéfense, solidarité confessionnelle, vellétés punitives, profit des désordres, militantisme contre-camisard ou anti-protestant, désaveu de la politique des autorités, ferveur religieuse et défense de la foi –, quels que soient l'intensité disparate des violences, les rythmes et les temps de mobilisation – furtifs, éphémères ou durables –, l'entrée échelonnée mais continue des populations catholiques dans les troubles, la multitude de leurs engagements et de leurs ralliements à l'échelle du hameau, de la cité, de la paroisse ou du diocèse ajoutent à la dimension de conflit. Mais c'est sans doute cette implication massive, couplée aux mobilisations sporadiques, aux oppositions radicales et aux initiatives subversives, et surtout la multiplicité des violences, des cibles et des victimes religieuses – regroupant particuliers et communautés –, qui donne à la guerre des Cévennes ses premières tonalités de guerre civile, fût-elle tapie ou maintenue dans le cadre d'une répression royale d'abord orchestrée par les autorités coercitives locales. À ce titre, la guerre des Cévennes s'avère n'être pas seulement un acte d'émancipation spirituelle confronté à un appareil répressif d'État, mais un conflit traversé et animé par une myriade d'oppositions civiles, séculières et cléricales.

Face à la multitude des facettes du catholicisme au combat filtrait aussi une certaine vitalité du catholicisme méridional. Pourtant, devait-on parler d'un catholicisme, d'un camp catholique ? La multitude des engagements n'était pas sans illustrer le morcellement des forces et la disparité des visées combattives. C'est là le premier bémol à une entité catholique fragmentée, vigoureuse et pourtant défaillante qui invitait à interroger l'impact de la détermination camisarde et le poids de sa lutte. Au-delà de la forme éclatée de la réplique, les mobiles mêmes qui poussent les catholiques à agir disent tous, sans exception, l'épreuve engagée. L'ardeur est à hauteur du défi, la violence militante à proportion du séisme camisard. C'est là l'objet de la dernière articulation analytique de la thèse qui vise, à l'aune des représentations catholiques et des dérèglements qu'introduit, à la fois dans les consciences et sur le terrain, la révolte protestante, à restituer les indices d'une profonde crise.



L'ultime volet de l'étude, consacré au *catholicisme dans la tourmente*, s'attache ainsi à déceler, à revers d'une pensée victimaire et d'un langage du malheur qui portent stigmata d'un catholicisme en berne, mais aussi en contrepoint d'une vitalité protestante et d'une violence camisarde visant la désolation de l'adversaire papiste, les champs et manifestations d'une épreuve catholique, renforcée par un désordre de militances civiles et des dissonances intra-confessionnelles ajoutant au témoignage d'une religion intimement bouleversée et institutionnellement ébranlée (chapitres 7 à 9).

Réévaluation de la politique de contrainte religieuse et de l'assise du catholicisme méridional post-révocationnaire

L'analyse fait part d'une épreuve catholique d'ample envergure qui réside autant dans la révolte camisarde que dans ce qu'elle génère en termes d'effrois et d'émois, d'impasses et de défaillances, d'artifices et de vulnérabilités, de disharmonies et de dissensions internes, de déviances et de scandales catholiques, souvent obscurcis par la violence persécutrice des temps et un pouvoir oppressif indéniablement fort.

L'épreuve est d'abord celle de l'épouvante et de la désolation collective, vécue comme un temps de tribulations portant triomphe des *monstres d'Enfer*. Le phénomène – particulièrement manifeste dans les mémoires, relations, chroniques et livres de raison, dans les actes testamentaires, lettres pastorales, prédications et correspondances épiscopales –, filtre ainsi de l'atmosphère de crise, du basculement des représentations, de l'ébranlement des assurances et du renversement partiel des rapports de force consécutif

à l'incertitude et à la violence funeste des temps. Incertitude jalonnée d'actes paniques, de résignations hâtives à la mort et de sombres prédictions suspendues à un horizon morbide et à un climat de terreur renouant avec le martyrologe.

Sujets catholiques, clergé et autorités font aussi l'épreuve de la désorganisation – économique, fiscale et culturelle – marquée par un retranchement inédit de la religion dominante, champ principal d'affliction que révèlent la déstructuration de service paroissial, la suspension massive de la pastorale dans les campagnes et la désorganisation du clergé aculé à la dévastation de ses temples, à la défection de ses desservants, à la dispersion et à l'éloignement d'une partie du troupeau, au désistement de ses intermédiaires – collecteurs et fermiers des bénéfices.

Faillies et faiblesses se lisent encore dans l'absence d'étendard commun. À l'issue de ces recherches, force est de constater qu'aucune source, en effet, ne vient témoigner d'un quelconque rapprochement, pas même d'un souhait de coalition, ou d'une tentative – si furtive soit-elle – d'action commune. Aucun désir de conjuguer les forces catholiques, de former un camp n'anime ces mobilisés que presque tout oppose. Face à une menace qu'ils sentent pourtant spécifiquement orientée contre eux, les catholiques n'entreprennent pas de se rassembler. Les alliances ne dépassent pas – sinon rarement – le voisinage. La crise ne crée pas de front uni et ne lève aucun étendard commun. Plus rarement, mais de manière assez surprenante, elle ne suscite parfois même aucune solidarité des espaces catholiques parmi les plus homogènes qui, dans ce concert de répliques ferventes, semblent faire le choix du repli et se tenir à distance de la défense de leur foi.

La pluralité des acteurs et des figures d'opposants, la diversité des mouvances militantes, l'hétérogénéité des engagements participent ainsi, en même temps que d'une multiplication, d'une véritable dispersion des fronts de combat et d'une confusion générale qu'alimentent les désordres des formations les plus factieuses. Car la riposte catholique qui s'effectue le plus souvent dans l'effervescence porte aussi agitations et supplément de troubles qu'alimentent tout au long de la phase intensive du conflit violences et brigandages populaires. L'aggravation des désordres qu'alimente l'entrée des civils catholiques dans le conflit révèle d'abord combien ces acteurs, loin d'avoir un ennemi commun, d'être alignés en rangs serrés derrière le pouvoir engagé dans le combat anti-camisard et de poursuivre un but fédérateur qu'aurait pu être l'éradication de l'insurrection camisarde, ajoutent aux troubles du temps par absence de coordination et adjonction de motivations discordantes. Pourtant, la disjonction réside moins dans l'éclectisme des engagements catholiques et l'aspect profondément hétéroclite de la riposte – qui aurait pu, par la diversité et la multiplicité des champs d'attaque et des modalités d'opposition, témoigner d'une complémentarité –, que dans l'insolite absence d'interaction entre les mouvances. Phénomène patent qu'illustrent à la fois le cloisonnement combatif et le défaut de ralliement au profit d'une autonomie et d'une étanchéité stricte des camps militants.

Plus forte est l'épreuve de la désunion. Incohérences de l'usage des haines populaires et de la gestion ambiguë des violences catholiques civiles comptant désordres et intrigues, dissidences et glissements confessionnels, de même que tensions et mésintelligences internes – ainsi entre le haut clergé et une partie des instances séculières, entre l'épiscopat et le bas clergé, entre les desservants et une portion des fidèles, entre sujets et autorités –, trahissent à divers titres une rupture d'unicité catholique consommée dans les sanctions répressives prises face aux marques d'insubordination et aux velléités factieuses des sujets catholiques du roi. Cette rupture, longue à venir, procède d'une menace de guerre civile qui n'apparaît et ne s'impose que progressivement aux autorités royales lorsque, à l'automne 1703, l'exercice de la violence catholique déborde outrageusement le cadre de la stricte légitime défense pour se déverser arbitrairement sur l'ensemble des nouveaux convertis et que l'embrasement des violences catholiques, couplé à l'enchaînement des massacres des religionnaires, ajoute au spectre d'une guerre intestine. La répression en est graduelle, incomplète, mâtinée de complaisances et de laxisme. Elle n'en demeure pas moins souvent exemplaire, parfois brutale et expéditive. Sans être forcément formulée, la scission se consomme dans la désobéissance répétée aux ordres du pouvoir, et plus encore dans l'insoumission chronique d'une partie des catholiques aux ordonnances. Elle s'incarne de manière éclatante dans les fusillades échangées avec les royaux, dans les marches de la soldatesque venue les disperser, mais encore dans les arrestations, les emprisonnements, l'ouverture d'une foule d'informations judiciaires et de procès qui portent inculpations pour « crime d'attroupements illicite », « crime de port d'armes », et jusqu'à des condamnations exemplaires pour « crime de rébellion », à l'instar des chefs d'accusation jusque-là réservés aux seuls révoltés réformés. Quelle que soit la motivation profonde qui pousse le pouvoir à ne pas commuer les peines des catholiques séditieux – pour attaque d'un magistrat, détérioration des biens de l'Église,

opposition aux forces militaires, opérations crapuleuses susceptibles de rompre le processus de pacification –, une rupture s'instaure dans les condamnations à réparation, aux galères ou à l'échafaud, fussent-elles rares comparées à l'ampleur des délits enregistrés. La confession catholique du justiciable se dissout alors dans le crime, disparaît avec l'aspect factieux des initiatives, s'évanouit dans la rigueur de l'application des peines, où l'acte de rébellion l'emporte sur la confession. Désunion d'autant plus forte qu'elle ne se limite pas à celle des catholiques radicaux. Le désaveu est profond, les critiques des autorités partagées, le mécontentement et l'agitation populaire généraux, alimentés par la violence et la misère des temps, le sentiment d'un abandon du pouvoir, l'insatisfaction de la gestion des troubles, entretenus par la lassitude et les désordres de la guerre. Autant de sujets de tension qui ajoutent à ces dissonances intra-confessionnelles, aggravées par d'autres problèmes pour les autorités séculières et cléricales. Car si des fidèles catholiques sont exécutés pour leurs violences séditeuses, d'autres le sont pour leurs parjures et leurs complicités avec les révoltés protestants. C'est bien là un autre trait de l'hétérogénéité du camp catholique qui compte factions et déviances, complots et dissidences en la figure d'abbés et de prêtres détroqués, d'anciens catholiques apostats, complices ou ralliés à la mouvance camisarde. Vaste et magnifique dossier qui donne à voir des anciens catholiques en rupture de ban, rangés parmi les *malintentionnés*.

Plus cinglante encore est l'épreuve d'une humiliation qu'illustre le sentiment d'une foi ouvertement bafouée, exposée de surcroît à une fidélité protestante têtue et revendicative qui exige désormais d'être entendue. Fidèles et puissances font là l'expérience d'une détermination qui ne se limite pas à l'ardeur combative des révoltés camisards. À la force des armes s'ajoute la vigueur d'une foi insoumise – celle des insurgés et d'un peuple resté en grande partie fidèle aux croyances de ses pères malgré la conversion forcée. Confrontées à la conviction d'un juste combat et à une dévotion qu'elles ne peuvent taire, les autorités temporelles et spirituelles font l'épreuve d'une constance protestante qui fait éclater au grand jour la chimère révocationnaire. Car sans doute est-ce la première fois depuis l'édit de Fontainebleau en 1685 que l'étendard de la résistance calviniste porte haut la conviction intacte des âmes et sanctionne l'inefficacité du programme de conversion imposé par la contrainte. Échec retentissant de l'usage de la force qui se lit à rebours d'une triple impasse répressive à la fois militaire, judiciaire et religieuse. Les assemblées tenues au Désert, dans les lieux écartés où se scelle la promesse d'une libération pour les persévérants, scandent une résistance de fond, engagée bien avant la révolte, dès les premiers interdits royaux qui, en anéantissant les temples, achoppent sur le maintien d'une Église autonome et le maintien d'une culture qui n'a pas impérativement besoin de ses sanctuaires pour se maintenir et se défendre.

Enfin, la tourmente réside dans l'épreuve de la violence camisarde qui, animée du rêve de la liberté de conscience, se dédouble en une guerre infligée aux persécuteurs et contre *Babylone* et ses *suppôts*, autrement dit contre l'Église catholique et ses fidèles. Acharnement contre les ecclésiastiques – séculiers et réguliers –, saignée du troupeau, outrages et profanations portés par un puissant mouvement iconoclaste ajoutent à ce temps suspendu de tribulations catholiques. C'est ce que révèlent conjointement l'étude approfondie de la violence camisarde – à la fois idéologique et discursive, physique et matérielle – et l'analyse minutieuse des violences proprement symboliques dont l'historiographie n'avait pas offert de synthèse. Faisant d'abord cas des songes, des prédictions, des paroles prophétiques, des mots de la lutte, des prédications et des exhortations, l'enquête fait apparaître une violence du verbe qui annonce une violence de fait et, partant, la double facette de la révolte qui, visant la gloire de Dieu, passe par la destruction des *ennemis*. Les déclarations enflammées sur l'imminence de la *chute de Babylone* et la *fin du règne de l'Antéchrist*, répétées à satiété, font figures de litanies parmi les prédictions contre l'Église catholique. Tel un axiome posé en contrepoint du redressement des temples, elles nourrissent, à l'ombre des persécutions subies, la fougue des prophètes camisards appelant à la ruine de ce qu'ils nomment la *grande Prostituée*. La guerre qui s'énonce et qui se mène porte dans son rêve libertaire la destruction des catholiques. Ainsi, sans minimiser le ressort strictement punitif, fallait-il convenir d'une violence protestante évolutive et plurielle qui, une fois passés le châtement et la purge des principaux persécuteurs, se déverse plus largement contre les adhérents au papisme. De défensif, le combat se fait peu à peu nettement offensif et agressif à l'égard de la religion catholique. Le phénomène ne se limite du reste pas à la violence imprécatoire, aux prophéties funestes, aux discours guerriers, ni aux injonctions, menaces et appels au détournement de la messe ou au refus des obligations catholiques, mais s'exprime dans une violence radicale et dévastatrice. Car si la révolte visait la défense d'un droit à prier dieu librement et selon sa conscience, revendications et discours exigeaient d'être confrontés aux actes en regard de l'ancrage prophétique de la lutte qui l'inscrivait dans une double dynamique dépassant la visée émancipatrice, et en reposant sur le diptyque destruction/redressement. Au-delà des interdits, inscrits dans une tentative générale de déstabilisation et de

déstructuration du clergé catholique, actes de sujétion, témoignages de contraintes, guerre aux sanctuaires, orchestration des tueries et des massacres, exécutions sélectives, corps suppliciés et violences scénarisées, illustrent cette guerre proprement confessionnelle imposée aux tenants du catholicisme.

Jalons et perspectives d'une recherche renouvelée

Certaines des conclusions, interrogeant la spécificité de cet extraordinaire déchaînement de violences civiles et ce qu'il nous apprend de l'état du catholicisme post-révocationnaire, scrutent aussi la singularité du modèle insurrectionnel confronté à celui des guerres de Religion, évaluent incidences directes et sous-jacentes de la prise d'armes camisarde, et posent les soubassements conceptuels de cette guerre *sans épithète*.

Complexification de l'objet historique : un conflit kaléidoscopique

De cette période de ferveurs antagonistes, les réflexions conclusives soulignent en premier lieu le temps suspendu d'un violent face-à-face, et pour plus de justesse celui, troublant, de plusieurs face-à-face. De ce phénomène singulier témoignent à foison la déclinaison des duels et les ramifications d'affrontements venues bousculer les partitions militantes classiques, la cohésion présumée des camps religieux et les alliances confessionnelles présumées dont la forte empreinte n'explique qu'incomplètement la complexité des troubles et des divisions du temps.

Manifestations d'un vacillement de la religion d'État

Les troubles et les dissonances du catholicisme méridional, éprouvé dans ses certitudes, gêné dans ses contradictions, désordonné dans ses répliques, donnent aussi à voir, au Grand Siècle, le temps inédit d'un vacillement. Celui d'un catholicisme acculé au spectacle de sa défaite, avant tout pastorale, et de sa déroute, infligée tambour battant. L'ébranlement est de grande ampleur. Ce n'est pas seulement le temps d'une désillusion – en réalité précoce –, ni le simple témoignage de l'impasse de la conversion forcée – tôt manifeste –, mais celui, éclatant, de son envergure. L'échec est à l'aune de la vitalité protestante, invaincue, renouvelée, plus que jamais menaçante. La résignation générale n'aura pas, n'aura plus lieu. Pire, fidélité et résistance s'affichent en un drapeau sanglant. La guerre offre ainsi le visage d'un catholicisme post-révocationnaire renvoyé à son offense, acculé à son mépris du parjure et à l'extrémisme de sa persécution. Le combat ne se fait pas sans réplique hargneuse, sans surenchère de violences ni redoublement de châtiments. Mais la répression militaire et judiciaire est à hauteur de l'impasse, et sur le terrain s'impose, inédit pour le clergé catholique en cette période de domination écrasante, le temps d'un repli inégalé face à une révolte libertaire des insurgés camisards qui porte avec elle une lutte offensive et le saccage du catholicisme.

Indéniablement, les troubles du Languedoc ne sont pas le témoignage exclusif d'une fébrilité catholique. Dans ce combat à armes inégales, la violence des moyens de répression est là pour le rappeler. L'ardeur militante des fidèles catholiques en contredirait, à elle seule, le postulat général. Pourtant, là aussi, l'incohérence des ripostes et la fragmentation des mobilisations en signalent les limites. Limites renforcées par l'arbitrage politique qui entend garder la haute main sur l'*affaire des fanatiques des Sevennes* et gère fréquemment dans la contradiction les vellétés de combat de ses sujets catholiques.

Jurisprudence de la lutte protestante

L'analyse suggère que l'on aurait tort de procéder à une lecture téléologique de l'insurrection et de lire dans la débâcle finale des armes, une entière défaite de la révolte camisarde, *a fortiori*, de la résistance protestante. Principalement parce que la victoire se joue ailleurs que sur le terrain des armes, ne serait-ce que parce que la révolte marque le temps d'un espoir, vite déçu et payé au prix fort, mais entraperçu et désormais envisageable. La victoire est sans doute dans ce temps des possibles à jamais démontré, même si la forme et les moyens de la lutte en seront, de manière intra-confessionnelle, sévèrement condamnés et rejetés. La victoire ne saurait ainsi résider dans l'obtention de la liberté de conscience, restée inaccessible, mais peut-être l'est-elle dans la démonstration violente des limites de la persécution dont la révolte a désigné le seuil à ne plus franchir, à l'instar d'un bouclier de feu et de sang à jamais répulsif. Si

l'insurrection camisarde ne met pas un terme, loin s'en faut, à l'oppression religieuse – ainsi qu'en atteste l'histoire mouvementée et fragile des Églises du Désert – elle fait à tout le moins jurisprudence, en ce sens qu'elle pointe une infaillibilité qui compte dans le détournement lent mais progressif du clergé local vers les seuls anciens catholiques et les convertis sincères. La révolte a donc pour elle d'avoir démontré de manière cinglante l'inanité des conversions forcées et d'avoir révélé au grand jour les contours de cette Église catholique fantoche, gonflée de prosélytes abusés, demeurés massivement fidèles à leur croyance. Ce songe violent de liberté religieuse demeure le boutefeux dont ne veulent pas user mais dont bénéficient aussi les protagonistes de la restauration du protestantisme renouant avec la lutte clandestine et pacifique.

Configuration trilatérale des troubles et modèle d'une guerre de partisans

Plus largement, l'étude des résonances de l'insurrection camisarde dans les milieux catholiques qui englobe celle, détaillée, des violences civiles et des modalités d'affrontements confessionnels, plaide en faveur d'une réinterprétation générale des troubles du Languedoc. Pour la comprendre dans sa complexité, l'on ne saurait se satisfaire d'une histoire dualiste opposant insurgés et troupes royales ; il faut, pour ce faire, prendre en compte un troisième grand acteur proprement civil. C'est ce qui amène à privilégier le schème interprétatif d'un triptyque insurrectionnel et à délaissier celui d'une guerre religieuse binaire.

L'étude des creusets d'affrontement et de l'interdépendance des violences religieuses à travers laquelle on souhaitait rendre compte de ce maillage ténu des troubles relance aussi la question du modèle insurrectionnel.

À l'issue d'une analyse comparative qui fait cas de très nombreuses analogies, il apparaît clairement que la guerre des Cévennes s'apparente à une guerre de partisans mue par des violences de religion plus qu'à une guerre de Religion à proprement parler, ne serait-ce que par son contexte et ses revendications qui ne permettent pas de la considérer comme une simple réduplication des troubles du XVI^e siècle. Sans doute parce qu'elle est, au-delà des séquences de tueries et de la violence intempestive, une guerre inscrite dans une division de fond qui ne se mesure pas seulement à l'aune de la violence massacrate.

La guerre a ses singularités que la période de persécution religieuse distingue dans le déploiement des violences. Il importe de la considérer à partir de la violence sous-jacente et à partir du soubassement de clivages persistants que creusent et servent, au profit des catholiques, la persécution religieuse et la répression royale. C'est là sans doute l'une des grandes différences avec les troubles du XVI^e siècle, car en 1702 les catholiques ne sont plus *en attente d'un roi de violence*, selon la formule de Denis Crouzet², mais agents et sujets manœuvrant au cœur d'une persécution instituée.

Les similitudes avec les guerres de Religion, éclairantes pour le noyau dur des Camisards et les franges catholiques militantes, perdent de leur pertinence une fois replacées dans le concert des dualités et le théâtre des divisions. Cependant, quoique distincts des affrontements du XVI^e siècle et sans épouser strictement la forme des guerres de Religion, les troubles du Languedoc véhiculent les violences et en charrient, par la guerre partisane qui s'y joue, les éléments de guerre civile que dissimule trop souvent la violence d'État. Une guerre civile inégalement consommée, parfois seulement subie, ici larvée et insidieuse, là manifeste et revendiquée, mais profonde et incisive. Une guerre civile que ni l'écran et l'écrin de l'arbitrage royal, ni la volonté de maintien de l'ordre, imposée violemment même aux catholiques factieux menaçant de désordres, ne doivent masquer.

Nouvelle approche des violences confessionnelles et des affrontements religieux sous le régime révocationnaire

Enfin, la *guerre sans épithète* que lèguent les troubles du Languedoc – guerre dense et polymorphe qui ne se donne pas d'emblée pour telle, ne se dit pas, ne se qualifie pas –, ne postule pas un modèle insurrectionnel déclinable, là où, indiscutablement, l'intensité des déchirements religieux est unique, ultime, extrême, sans exemple dans l'histoire post-révocationnaire du royaume. Singularité d'ailleurs flagrante pour les deux camps confessionnels où ne se comptent nul dressement militant semblable dans les rangs catholiques et nulle lutte comparable, dans son recours à la violence, parmi les résistances protestantes du Grand Siècle. C'est ici affaire de conjonctures et de confluences creusées par la violation insoutenable des consciences et une manne mystique prophétique sans égale qui, dans un sursaut d'émancipation spirituelle

² Denis CROUZET, *Les guerriers de Dieu. La violence au temps des troubles de religion vers 1525 - vers 1610*, Paris, Champ Vallon, 2005², Livre premier, chap. VI, p. 476.

et un appel croisé à la chute de *Babylone*, donnent lieu – en des polarités inversées mais d'égale tension – à un déchaînement de militantesses opposées. C'est surtout affaire de terres enfiévrées, où se heurtent des convictions ferventes et convergent des postures radicales portées par la prétention à dresser les âmes et renforcées par le défi conjoncturel des armes. Posture radicale de l'administration judiciaire locale, posture radicale du clergé bas-languedocien, postures radicales des adversaires civils.

Pourtant, peut-être cette guerre sans nom qu'entraîne la prise d'armes camisarde rend-elle compte, dans des proportions ici extrêmes, d'un phénomène sourd qui traverse plus largement, à rebours des situations de coexistence pacifiques, les tensions conflictuelles entre catholiques et protestants du royaume. Sans doute porte-t-elle jusqu'à leur paroxysme plusieurs modes communs d'affrontements confessionnels diffus et larvés que couvre et favorise, aussi vraisemblablement en d'autres provinces, la persécution des temps, mais que circonscrit et borne l'arbitrage royal adossé à un système étatique fort qui ne laisse pas – lorsqu'il en serait question – de prise à la guerre de Religion. Celle-ci fût-elle en Languedoc présente dans tous les esprits, appréhendée et souvent vécue comme telle, y compris par les contemporains éloignés du théâtre parmi lesquels s'éveillent les vieux réflexes de partis. Sous ce règne du moins, l'écran royal est là pour désagréger les velléités dualistes dont le pouvoir se sert pour asseoir sa politique oppressive mais dont il n'entend nullement souffrir le désordre ni le spectacle en ce royaume d'une foi exclusive où la bi-confessionnalité n'est pas même censée exister, et où les hommes du roi sont seuls habilités à user de la contrainte, fût-elle amplement secondée par les fidèles zélés. C'est en partie pour cela que cette guerre n'a pas de nom, et ne saurait en avoir un, même si elle a existé. La puissante machine absolutiste ne la permet pas, la violence assumée par le pouvoir et ses sbires la dissipe et ne la compte pas, sinon pour supplétive. Le statut même en serait impropre et non avvenu. Toute projection en ce sens en est d'ailleurs proscrite et, à défaut, bridée dès lors que l'autonomie de la violence met en péril l'arbitrage institutionnel, d'où la répression exemplaire des catholiques ultras, moins en raison de leurs violences contre les religionnaires – proportionnellement peu condamnées – que pour le supplément de désordres qu'ils occasionnent et l'indépendance d'action qu'ils s'arrogent.

Mais cette guerre que l'on ne laisse pas se dire, sinon incomplètement, demeure aussi sans épithète pour la raison simple qu'elle n'a pas nécessité absolue de se définir comme telle. L'étendard de l'engagement proprement confessionnel n'est pas nécessairement revendiqué par les acteurs. En dehors des franges catholiques radicales portant mémoires et réminiscences des clivages d'antan, la plupart des violences catholiques civiles se déploient sans drapeau. Quel en serait d'ailleurs le besoin ou l'utilité en regard d'une oppression légitimée par le pouvoir politique ? D'où cette pléthore de coups bas catholiques portés sans oriflamme dont il resterait à confronter les champs de clivage civils insidieux qui, en d'autres intensités – mais pareillement adossés à l'oppression royale –, peuvent se manifester en d'autres terroirs du royaume comptant semblables frontières religieuses et similaires isolats confessionnels.

Si le terme de *guerre*, approprié pour les troubles religieux du Midi, paraît impropre pour désigner les manifestations secondaires de clivage qui ponctuent en d'autres espaces l'apprentissage de la coexistence pacifique, celui de *guerre sans épithète* voudrait rendre compte du cadre singulier des rapports de force confessionnels faussés par la persécution ordinaire. Unique et pourtant symptomatique des antagonismes religieux qui courent sous le fil rouge de l'oppression religieuse, la guerre des Cévennes est l'expérience exclusive de ce déploiement de violences latentes, ici débridées et portées à leur comble par le temps de guerre ouverte, ailleurs peut-être seulement sporadiques et sans éclat mais lancinantes et durables.

Par-delà cet affrontement inédit qui en étaye la manifestation dans sa tonalité la plus radicale, *la guerre sans épithète* désigne ainsi un phénomène ou, pour mieux dire, le cadre informel où s'exprime et peut se manifester un clivage religieux privé – ou dégagé – des emblèmes de lutte, et un espace de violences légales coulées dans l'oppression ordinaire. Elle est cette guerre de Religion qui – même au plus fort de la reconstitution des factions confessionnelles – ne peut plus avoir lieu, mais dont les symptômes persistent en d'autres déchirements et modalités d'affrontement clivés, perpétrés à couvert de la persécution royale. Ce phénomène invite à réinterroger, au-delà du temps de guerre déclarée, l'empreinte diffuse des manifestations de haines confessionnelles sous le régime révocationnaire.